



# **CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE**

## **I. CHAMP D'APPLICATION**

Les présentes Conditions générales de Vente (ci-après entendues comme « **Conditions** ») s'appliquent sans restriction ni réserves sur la vente des Produits du Site [www.meubleprivé.fr](http://www.meubleprivé.fr) et définissent les droits et obligations de la Société Meuble Privé (ci-après le « **Vendeur** ») et du Client (ci-après le « **Client** »). Les Conditions sont consultables sur le Site et/ou sont mises à disposition de tout Utilisateur.

Tout Client et Utilisateur reconnaît et accepte que toute passation de commande vaut acceptation sans réserve des Conditions. Il reconnaît avoir pris connaissance des Conditions avant toute commande.

La version actuelle des Conditions est la seule opposable aux Clients et Utilisateurs du Site :

- Pendant toute la durée d'utilisation du Site et jusqu'à ce qu'une nouvelle version la remplace. Le Vendeur se réserve le droit de modifier à tout moment les présentes Conditions sans en avertir au préalable les Utilisateurs mais les Conditions applicables sont celles en ligne au moment de la passation de la Commande ;
- Pour toute souscription aux Services du Site.

Les Conditions prévalent sur tout autre document émanant du Vendeur ou de toutes autres Conditions générales d'achat. Le Vendeur se réserve le droit de déroger à certaines clauses des présentes ou d'établir des Conditions particulières.

## **II. DEFINITIONS**

Dans les présentes Conditions, les termes suivants sont entendus comme suit :

« **Client** » : désigne selon les dispositions de *l'article liminaire du Code de la Consommation*, toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, ainsi que toute personne morale agissant en qualité de professionnel, passant commande sur le Site d'un Produit ou d'une Formation du Vendeur ;

« **Commande** » : désigne toute commande des Produits du Vendeur passée par un Client via le Site ;

« **C.G.V.** » ou « **Conditions** » : désigne les présentes conditions générales de vente ;

« **Produits** » : désigne les produits vendus par le Vendeur sur le Site ;

« **Services** » : désigne l'ensemble des services, fonctionnalités et applications accessibles sur le Site et fournis par le Vendeur aux Utilisateurs et aux Clients ;

« **Site** » : désigne le site internet [www.meubleprive.fr](http://www.meubleprive.fr) ou tout autre site internet exploité par le Vendeur et mis à disposition aux Utilisateurs ;

« **Tarif** » : désigne le prix applicable aux Produits communiqué aux Clients via le Site préalablement à la validation de la commande ;

« **Utilisateur** » : désigne tout utilisateur du Site ;

« **Vendeur** » : désigne la SAS MEUBLE PRIVE, au capital social de 1.000 € dont le siège social est situé 1 Rue Bernard Palissy, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY, enregistrée au RCS de Nancy sous le numéro 834 596 405 ;

Aux termes des présentes, le Client, l'Utilisateur et le Vendeur pourront être désignés individuellement comme la « **Partie** » et collectivement comme les « **Parties** ».

### III. PRODUITS

L'ensemble des produits et services accessibles à l'achat ou à la souscription sur le site sont soumis à ces Conditions Générales de Vente (désignés ci-après « les Produits »). Les offres de produits et services sont présentées sur le site.

Ces produits sont disponibles dans la limite des stocks. Les descriptions des produits par MEUBLE PRIVE sur le site sont aussi précises que possible. Toutefois, malgré l'attention portée, des différences peuvent survenir, notamment dues à la représentation photographique. Ces écarts peuvent provenir de la qualité des couleurs des photos ou de la représentation des matériaux à l'écran. Il est donc recommandé au Client de consulter le descriptif de chaque produit pour connaître les spécifications essentielles. Avant toute utilisation, le Client doit également consulter toute information accompagnant le produit ou figurant sur son emballage concernant les précautions d'emploi. MEUBLE PRIVE décline toute responsabilité en cas de dommages résultant d'un usage non conforme. Le service client du site est joignable par le formulaire de contact sur le site, par téléphone, email, ou courrier postal, les coordonnées étant fournies dans les mentions légales du site.

### IV. PRIX

Les prix des produits sont affichés sur le site en Euros, taxes comprises, et incluent la TVA ainsi que les éventuelles remises applicables au jour de la commande.

MEUBLE PRIVE se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment sans préavis, mais s'engage à appliquer les tarifs en vigueur indiqués au moment de votre commande.

## V. OBLIGATIONS DU CLIENT

Le Client garantit que toutes les informations renseignées sur son compte client et lors de la passation de commande sont exactes, mises à jour et sincères. Il garantit également être une personne physique, majeure, et en capacité de contracter. Le Client est seul responsable de l'exactitude des informations renseignées sur son espace personnel. Il s'engage à ce titre à mettre à jour les informations si nécessaire.

La responsabilité du Vendeur ne pourra être recherchée en cas de données tronquées, inexactes ou manquantes ayant entraîné un impact direct ou indirect sur l'exécution de la prestation par les Parties.

## VI. DONNEES PERSONNELLES

Les obligations du Vendeur relatives à la protection des données personnelles du Client sont décrites dans l'onglet « *Protection des Données Personnelles* » sur le Site.

## VII. ESPACE CLIENT

L'Utilisateur inscrit sur le site peut accéder à son espace client en utilisant ses identifiants (email et mot de passe choisis lors de l'inscription) ou par d'autres moyens tels que des boutons de connexion de réseaux sociaux. L'Utilisateur est responsable de la sécurisation de son mot de passe et est encouragé à utiliser des mots de passe complexes. En cas d'oubli, il est possible de demander la réinitialisation du mot de passe. Ce dernier assure la confidentialité des informations de la section "mon compte", que l'Utilisateur ne doit donc pas divulguer. MEUBLE PRIVE n'est pas responsable des accès non autorisés à un compte d'Utilisateur. Lors de l'inscription, l'Utilisateur doit fournir des informations précises.

La création d'un « compte client » permet au Client de consulter ses commandes sur le site. En cas de perte de données due à une panne technique ou un cas de force majeure, ni le site ni son éditeur ne peuvent être tenus responsables. Les informations du compte client sont imprimables par son titulaire mais n'ont qu'une valeur informative pour gérer ses commandes ou contributions et ne constituent pas une preuve légale.

MEUBLE PRIVE a le droit exclusif de supprimer le compte d'un Membre qui viole ces Conditions Générales de Vente ou tout compte inactif depuis au moins un an, sans que cela puisse donner lieu à indemnisation pour le Membre exclu. Cette exclusion n'empêche pas MEUBLE PRIVE de poursuivre judiciairement le Membre si nécessaire.

Chaque Utilisateur peut fermer son compte sur le site. Pour ce faire, le Membre doit envoyer une demande de suppression de compte au service clientèle via le formulaire de contact, en précisant son désir de supprimer son compte ou par courriel à l'adresse [contact@meubleprive.fr](mailto:contact@meubleprive.fr).

## VIII. LIMITATION GÉOGRAPHIQUE

Les services du site sont limités géographiquement à la France métropolitaine, le Luxembourg, et sur une sélection de Produits, à la Corse et à la Belgique. Cependant, ils ne sont pas disponibles en dehors de ces territoires, y compris les DOM-TOM.

## IX. COMMANDES

Le terme « Panier » désigne l'ensemble immatériel des biens ou services sélectionnés par l'Utilisateur du site pour un achat en cliquant sur ces objets. Une fois la sélection terminée et ajoutée au Panier, le Client peut valider sa commande en accédant à son Panier via le bouton prévu à cet effet. Il sera alors redirigé vers une page récapitulative où lui seront communiqués le nombre et les caractéristiques des produits commandés, ainsi que leur prix unitaire et le prix total.

Avant toute transaction ou commande, il est impératif que le Client vérifie les dimensions des colis indiquées sur chaque fiche produit pour s'assurer qu'ils sont accessibles lors de la livraison.

Pour confirmer sa commande, le Client doit accepter ces Conditions Générales en cochant la case prévue à cet effet et cliquer sur le bouton de validation. Il sera ensuite redirigé vers une page où il devra compléter un formulaire de commande et fournir des informations personnelles nécessaires au bon déroulement de la commande. Une fois le formulaire complété, le paiement peut être effectué via les moyens listés dans cette section des Conditions Générales.

Un courriel de confirmation de commande sera envoyé au Client, rappelant le contenu et le prix de la commande. La vente est considérée comme définitive après la confirmation de l'acceptation de la commande par MEUBLE PRIVE et le paiement intégral du prix. Il est de la responsabilité du Client de vérifier l'exactitude de la commande et de signaler toute erreur immédiatement. La disponibilité des Produits est indiquée sur le site dans la fiche descriptive de chaque article.

MEUBLEPRIVE ne vend pas les Produits à des professionnels, mais uniquement à des clients non professionnels pour leurs besoins personnels.

MEUBLEPRIVE se réserve le droit d'annuler ou de refuser toute commande d'un Client avec lequel existe un litige concernant le paiement d'une commande précédente. Les produits et articles vendus restent la propriété de MEUBLE PRIVE jusqu'au paiement complet de leur prix, conformément à cette clause de réserve de propriété.

## **X. PAIEMENT**

Le paiement est réalisé en euros uniquement, en totalité au moment de la commande, au choix par carte bancaire, virement bancaire, financement ALMA, PayPal ou Stripe.

### **Paiement par carte bancaire**

Le Client peut passer commande sur ce site et effectuer son paiement par carte bancaire. Les transactions par carte bancaire sont sécurisées par le prestataire de services de paiement en ligne Payplug et, pour la Belgique, par le prestataire BANCONTACT. Le paiement se fait directement entre les mains de l'institution bancaire.

Les cartes acceptées sont : Carte Bleue, Visa, Maestro et MasterCard.

Dans le cadre de la lutte contre les fraudes sur Internet, MEUBLE PRIVE peut vérifier les données bancaires et/ou l'identité des clients avant toute livraison. En effectuant sa commande sur le site, le Client s'engage à fournir à MEUBLEPRIVE les justificatifs d'identité demandés. À défaut de fourniture des documents demandés dans le délai requis, MEUBLE PRIVE se réserve le droit d'annuler la commande en question.

### **Paiement par virement bancaire (Fintecture)**

Le paiement par virement bancaire doit être réalisé en totalité au moment de la commande. Le RIB de MEUBLE PRIVE sera communiqué au Client sur la page de confirmation de la commande ainsi que par courriel.

Si le virement bancaire n'est pas reçu dans un délai de trois (3) jours ouvrables suivant la confirmation de la commande par le Client, MEUBLE PRIVE peut annuler la commande.

### **Paiement avec la solution Alma**

Pour effectuer un paiement avec la solution de paiement Alma, le Client doit compléter un dossier de demande de financement, accompagné de documents d'identité et de ressources. Si le Client remplit les conditions pour l'obtention du crédit, Alma lui enverra un contrat à signer. Avant de signer le contrat, le Client doit prendre connaissance et accepter les Conditions Générales d'Utilisation et la politique de confidentialité d'Alma. MEUBLE PRIVE accepte par anticipation l'octroi de crédit conclu entre Alma et le Client conformément à l'article L312-46 du Code de la consommation. Si Alma accorde le crédit, le montant sera payé par crédit conformément à l'article L312-45 du Code de la consommation. Tout refus d'Alma d'accorder un crédit pour une commande peut entraîner l'annulation de celle-ci. La sécurité des paiements est assurée par Alma et ses prestataires. Tous les paiements sont protégés par le 3D Secure. Alma agit en tant que gestionnaire de télépaiement et délivre un certificat électronique qui vaudra preuve du montant et de la date de la transaction, conformément aux dispositions des articles 1364 et suivants du code civil. Toute résiliation des Conditions Générales de Vente qui lient MEUBLE PRIVE et le Client entraîne la résiliation du contrat de

crédit entre Alma et le Client. En cas de rétractation, les frais et intérêts du Client lui seront remboursés conformément à la réglementation.

### **Paiement Alma en 3 ou 4 fois sans frais**

Le paiement en 3 fois sans frais est disponible sur le site pour toutes les commandes de cent (100) euros jusqu'à quatre-mille-cinq-cents Euros (4.500 €). Pour un paiement en 3 fois, le Client sera débité selon l'échéancier suivant :

- ▣ 1ère échéance le jour de la commande du Client : un tiers (1/3) du montant total du panier.*
- ▣ 2ème échéance : trente (30) jours après la commande du Client, un tiers (1/3) du montant du panier.*
- ▣ 3ème échéance : soixante (60) jours après la commande du Client, un tiers (1/3) du montant du panier.*

Le paiement en 4 fois sans frais est disponible sur le site pour les commandes comprises entre deux cents Euros (200 €) et quatre-mille-cinq-cents Euros (4.500 €).

Pour un paiement en 4 fois, le Client sera débité selon l'échéancier suivant :

- ▣ 1ère échéance le jour de la commande du Client : un quart (1/4) du montant total du panier.*
- ▣ 2ème échéance : trente (30) jours après la commande du Client, un quart (1/4) du montant du panier.*
- ▣ 3ème échéance : soixante (60) jours après la commande du Client, un quart (1/4) du montant du panier.*
- ▣ 4ème échéance : quatre-vingt-dix (90) jours après la commande du Client, un quart (1/4) du montant du panier.*

Au moment du paiement, le Client est redirigé vers le serveur d'ALMA pour finaliser son paiement en 3 ou 4 fois et obtenir le détail de ses échéances. Avant d'exécuter le paiement, le Client est invité à prendre connaissance et accepter les Conditions Générales d'Utilisation et la politique de confidentialité d'Alma. La sécurité des paiements est garantie par Alma et ses prestataires. Tous les paiements sont protégés par le 3D Secure. Alma agit en tant que gestionnaire de télépaiement et délivre un certificat électronique qui sera preuve du montant et de la date de la transaction, conformément aux dispositions des articles 1364 et suivants du code civil.

Non éligible en Belgique.

### **Paiement par PayPal**

Lors de la validation de sa commande, le Client doit saisir son adresse e-mail liée à son compte PayPal ainsi que son mot de passe PayPal. Si le Client n'a pas de

compte PayPal, il sera dirigé vers une page de création de compte PayPal au moment du paiement.

### **Paiement par Stripe**

Les transactions effectuées sur le site sont sécurisées par le système de paiement Stripe. Nous vous informons que toutes les informations échangées pour traiter le paiement sont cryptées grâce au protocole SSL. Ces données ne peuvent être ni détectées, ni interceptées, ni utilisées par des tiers. Elles ne sont pas conservées sur nos systèmes informatiques. Pour toute autre information ou en cas d'incident de paiement, merci de contacter la société STRIPE. Pour plus d'informations sur Stripe, visitez le site : <https://stripe.com/fr>

## **XI. LIVRAISON OU MISE À DISPOSITION**

Les frais de livraison seront communiqués au Client avant tout règlement et ne concernent que les livraisons effectuées en France métropolitaine, en Belgique, en Corse, et au Luxembourg (hors DOM-TOM).

Conformément à l'article L 216-1 du Code de la consommation, le délai de livraison sera indiqué au Client sur le site avant toute passation de commande et avant qu'il ne soit lié par un contrat à titre onéreux, lors du processus de commande ou dans la description des produits commandés.

En cas d'indisponibilité du produit, MEUBLE PRIVE s'engage à informer le Client dans les meilleurs délais et peut proposer, au choix du Client, une alternative au produit indisponible ou un remboursement. Si le Client opte pour un remboursement, celui-ci sera effectué au plus tard dans les quatorze jours suivant la date à laquelle le contrat a été résilié, conformément à l'article L 216-7 du Code de la consommation.

En cas d'allongement prévisible du délai d'expédition, MEUBLE PRIVE s'engage à informer le Client dès que possible et par tous les moyens disponibles afin que celui-ci puisse choisir de maintenir ou d'annuler totalement ou partiellement sa commande.

La responsabilité de MEUBLE PRIVE ne peut être engagée en cas de retard ou de non-exécution liés à un cas de force majeure, tel que défini par la législation ou la jurisprudence.

Si le délai indiqué n'est pas respecté, le Client peut annuler sa commande en contactant le service client de MEUBLE PRIVE. L'annulation ne sera prise en compte que si l'expédition ou la livraison n'a pas eu lieu entre l'envoi et la réception de la demande d'annulation. Le remboursement sera effectué dans un délai maximum de 14 jours suivant la réception de la demande d'annulation par MEUBLE PRIVE.

Avant toute transaction ou commande, il est essentiel que le Client vérifie les dimensions des colis indiquées sur chaque fiche produit afin de s'assurer qu'ils sont accessibles lors de la livraison. Il est de la seule responsabilité du Client de s'assurer que les dimensions des colis permettent une livraison conforme. Le Client ne peut invoquer les dimensions des colis pour refuser la livraison.

Le Client peut refuser un colis au moment de la livraison s'il constate une anomalie telle qu'une avarie, un produit manquant par rapport au bon de livraison, un colis endommagé, ou des produits cassés. Toute anomalie doit être notée par le Client sur le bon de livraison sous forme de réserves manuscrites explicites, et accompagnée de la signature du Client. Pour exercer son

droit de refus du colis, le Client doit ouvrir les colis endommagés ou défectueux en présence du transporteur et lui faire reprendre la marchandise endommagée. En l'absence de respect de ces conditions, le Client ne pourra pas exercer son droit de refus du colis, et MEUBLE PRIVE ne sera pas tenue d'accéder à la demande du Client.

En cas de non-livraison d'une commande ou d'une partie de celle-ci, le Client peut contacter le service client de MEUBLE PRIVE afin de demander l'annulation de la commande via le formulaire de contact sur le site.

## **XII. DROIT DE RÉTRACTATION ET RETOURS**

Conformément aux articles L 221-18 et suivants du Code de la consommation, le Client dispose d'un droit de rétractation de quatorze jours à compter de la réception de sa commande.

Si le Client décide d'exercer ce droit, le retour du produit doit être effectué dans son emballage d'origine, sauf si le Client a opté pour la Livraison Premium, et doit être en bon état, c'est-à-dire sans manipulation excessive ni utilisation du produit, et doit être retourné au plus tard quatorze jours après que le Client ait communiqué sa décision de se rétracter à MEUBLE PRIVE. Tous les accessoires, notices éventuelles et la facture correspondante doivent être inclus. Si le Client a opté pour la Livraison Premium lors de sa commande, il est dispensé de retourner le produit dans son emballage d'origine, mais le produit doit être parfaitement emballé et protégé. Les frais de retour sont à la charge du Client. Le produit doit être parfaitement emballé et protégé. Un formulaire de rétractation est disponible à l'Annexe 1 des présentes Conditions Générales de Vente. Si les obligations précédentes ne sont pas remplies, le Client perd le bénéfice du droit de rétractation et le produit lui sera renvoyé à ses frais.

Pour les clients qui souhaitent que l'enlèvement des colis soit géré par MEUBLE PRIVE, la demande doit être faite au service client. Le Client peut consulter la grille tarifaire des retours sur le lien suivant : [GRILLE TARIFAIRE](#).

Il est recommandé au Client d'effectuer le retour via un moyen permettant le suivi du colis. Autrement, si le colis retourné ne parvient pas à MEUBLE PRIVE, il ne sera pas possible de démarrer une enquête auprès de la société de transport pour localiser le colis.

Pour appliquer cet article, le Client doit informer MEUBLE PRIVE dans les délais prescrits de l'exercice de son droit de rétractation et retourner les produits à MEUBLE PRIVE à l'adresse suivante : 1 Rue Bernard Palissy, 54500 Vandoeuvre les Nancy.

En cas de demande de remboursement, MEUBLE PRIVE remboursera le Client dans un délai maximal de 14 jours à compter de la date à laquelle MEUBLE PRIVE est informée de l'exercice du droit de rétractation.

### **XIII. GARANTIES**

Les produits fournis par MEUBLE PRIVE bénéficient automatiquement et sans frais supplémentaires, conformément aux dispositions légales :

- De la garantie légale de conformité pour les produits qui présentent un défaut de conformité,*
  
- De la garantie légale contre les vices cachés qui rendent les produits livrés impropres à l'utilisation prévue, dans les conditions et selon les modalités décrites ci-dessous, et dans tous les cas, conformément aux dispositions légales et réglementations applicables.*

#### **Garantie légale de conformité**

Le consommateur a un délai de deux ans à compter de la livraison du bien pour activer la garantie légale de conformité en cas de défaut de conformité apparaissant. Pendant cette période, le consommateur doit seulement prouver l'existence du défaut de conformité, et non la date à laquelle il est apparu.

« Si le contrat de vente prévoit la fourniture continue d'un contenu numérique ou d'un service numérique pour une période supérieure à deux ans, la garantie légale de conformité s'applique à ce contenu numérique ou service numérique pendant toute la durée de la fourniture prévue. Pendant cette période, le consommateur doit seulement prouver l'existence du défaut de conformité affectant le contenu numérique ou le service numérique, et non la date à laquelle il est apparu.

« La garantie légale de conformité oblige le professionnel, le cas échéant, à fournir toutes les mises à jour nécessaires pour maintenir la conformité du bien. »

« La garantie légale de conformité donne au consommateur le droit à la réparation ou au remplacement du bien dans un délai de trente jours suivant sa demande, sans frais et sans désagrément majeur pour lui. »

« Si le bien est réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité, le consommateur bénéficie d'une extension de six mois de la garantie initiale. »

« Si le consommateur demande la réparation du bien, mais que le vendeur impose le remplacement, la garantie légale de conformité est renouvelée pour une période de deux ans à compter de la date de remplacement du bien. »

« Le consommateur peut obtenir une réduction du prix d'achat en conservant le bien ou mettre fin au contrat en se faisant rembourser intégralement contre restitution du bien, si :

- Le professionnel refuse de réparer ou de remplacer le bien ;*

- La réparation ou le remplacement du bien intervient après un délai de trente jours (hors délai de reproduction du produit si nécessaire);*
- La réparation ou le remplacement du bien occasionne un désagrément majeur pour le consommateur, notamment lorsque le consommateur doit définitivement supporter les frais de reprise ou d'enlèvement du bien non conforme, ou s'il doit supporter les frais d'installation du bien réparé ou remplacé;*
- Le défaut de conformité du bien persiste malgré la tentative de mise en conformité restée infructueuse de la part du vendeur.*

« Le consommateur a également droit à une réduction du prix du bien ou à la résolution du contrat lorsque le défaut de conformité est si grave qu'il justifie une réduction immédiate du prix ou la résolution du contrat. Le consommateur n'est alors pas tenu de demander préalablement la réparation ou le remplacement du bien. »

« Le consommateur n'a pas droit à la résolution de la vente si le défaut de conformité est mineur. »

« Toute période pendant laquelle le bien est immobilisé pour réparation ou remplacement suspend la garantie qui restait à courir jusqu'à la délivrance du bien remis en état. »

« Les droits mentionnés ci-dessus découlent de l'application des articles L. 217-1 à L. 217-32 du code de la consommation. »

« Le vendeur qui entrave de mauvaise foi la mise en œuvre de la garantie légale de conformité est passible d'une amende civile d'un montant maximal de 300 000 euros, pouvant être portée jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel (article L. 241-5 du code de la consommation). »

« Le consommateur bénéficie également de la garantie légale des vices cachés en vertu des articles 1641 à 1649 du code civil, pour une durée de deux ans à compter de la découverte du défaut. Cette garantie donne droit à une réduction de prix si le bien est conservé ou à un remboursement intégral contre restitution du bien. »

### **Garantie légale contre les vices cachés**

Le Client peut activer la garantie contre les vices cachés du Produit conformément à l'article 1641 du Code civil, en raison de défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage prévu, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

Dans ce cas, il peut choisir entre la résolution de la vente ou une réduction du prix de vente conformément à l'article 1644 du Code civil.

L'action résultant des vices cachés doit être engagée par le Client dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice.

Pour faire valoir ses droits, le Client doit informer MEUBLE PRIVE par écrit dans les délais ci-dessus mentionnés et retourner les Produits défectueux dans l'état où ils ont été reçus, avec tous les éléments (accessoires, emballage, notice...).

MEUBLE PRIVE remboursera, remplacera ou réparera les Produits ou pièces sous garantie jugés non conformes ou défectueux. En cas de livraison, les frais d'envoi seront remboursés sur la base du tarif facturé et les frais de retour seront remboursés sur présentation des justificatifs.

Les remboursements des Produits jugés non conformes ou défectueux seront effectués dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 14 jours suivant la constatation par MEUBLE PRIVE du défaut de conformité ou du vice caché. La garantie de MEUBLE PRIVE est limitée au remplacement ou au remboursement des Produits non conformes ou affectés d'un vice.

Les réclamations, demandes d'échange ou de remboursement pour un produit non conforme ou affecté d'un vice doivent être effectuées par courrier postal, par le formulaire de contact sur le Site ou par courriel aux adresses indiquées dans les mentions légales du Site.

Pour appliquer les garanties précitées, le Client doit informer MEUBLE PRIVE dans les délais mentionnés ci-dessus de la non-conformité ou de l'existence des vices cachés et retourner à MEUBLE PRIVE les Produits à l'adresse suivante : 1 Rue Bernard Palissy, 54500 Vandoeuvre les Nancy

#### **XIV. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

En application des *articles L. 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle*, le Vendeur reste propriétaire des droits de propriété intellectuelle relatifs aux Produits.

Les marques et logos présents sur le Site sont protégés et déposés par MEUBLE PRIVE, ou éventuellement par un de ses partenaires. Toute reproduction, imitation sans autorisation préalable de MEUBLE PRIVE, que ce soit avec ou sans adjonction de signes, dessins, logos, ou leur diffusion sous quelque forme que ce soit, est susceptible d'entraîner des sanctions conformément à la législation en vigueur.

De manière générale, tous les éléments présents sur le Site appartiennent à MEUBLE PRIVE ou à un tiers mandataire, ou sont utilisés par MEUBLE PRIVE sur le Site avec l'autorisation de leur propriétaire. Toute copie des logos, contenus textuels, graphiques, photos ou vidéos, sans que cette énumération soit exhaustive, est strictement interdite et peut constituer des actes de contrefaçon ou de violation de droits de propriété industrielle sanctionnés par la loi. Tout Client reconnu coupable de contrefaçon pourrait voir son compte supprimé sans préavis ni indemnité, et cette suppression ne pourra être considérée comme un dommage, sans préjudice de poursuites judiciaires ultérieures initiées par MEUBLE PRIVE.

## XV. LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Le vendeur ou ses ayants-droits se réservent expressément la propriété des marchandises livrées et désignées ci-après jusqu'au paiement intégral de leur prix en principal et intérêts. (Loi n° 80.335 du 12 mai 1980). A défaut de paiement par l'acheteur d'une seule fraction du prix aux échéances convenues et quinze jours après une mise en demeure, par simple lettre recommandée avec avis de réception demeurée infructueuse, la présente vente sera résolue de plein droit si bon semble au vendeur.

Les marchandises resteront la propriété du vendeur jusqu'au paiement intégral de leur prix mais l'acheteur en deviendra cependant responsable dès leur remise matérielle, le transfert de possession entraînant celui des risques.

Le choix et l'achat d'un produit ou d'un service relèvent de la seule responsabilité du Client. L'impossibilité totale ou partielle d'utiliser les produits, notamment en raison de l'incompatibilité du matériel, ne peut donner lieu à aucun dédommagement, remboursement ou mise en cause de la responsabilité de MEUBLE PRIVE, sauf dans le cadre des garanties légales prévues pour les vices cachés, la non-conformité, la défectuosité des produits, ou l'exercice du droit de rétractation, tel que défini dans les présentes Conditions Générales de Vente.

L'Utilisateur reconnaît utiliser le Site à ses propres risques et sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, MEUBLE PRIVE ne pourra être tenue responsable :

- De tout dommage direct ou indirect, incluant sans limitation les pertes de profits, de clientèle, de données, ou toute autre perte de biens intangibles pouvant survenir du fait de l'utilisation ou au contraire de l'impossibilité d'utiliser le Site ;*
- De dysfonctionnements, d'indisponibilités d'accès, de mauvaises utilisations, de mauvaises configurations de l'ordinateur de l'Utilisateur, ou encore de l'emploi d'un navigateur peu usité par l'Utilisateur ;*
- Du contenu des publicités et autres liens ou sources externes accessibles par l'Utilisateur à partir du Site.*

En cas d'impossibilité d'accès au Site, en raison de problèmes techniques ou de toute autre nature, l'Utilisateur ne pourra prétendre à un quelconque dommage ou indemnité. L'indisponibilité, même prolongée et sans limitation de durée, de l'un ou plusieurs produits, ne peut constituer un préjudice pour les Utilisateurs et ne peut donner lieu à l'octroi de dommages et intérêts de la part du Site ou de son éditeur.

La responsabilité de MEUBLE PRIVE ne peut être engagée en cas d'indisponibilité technique de la connexion, qu'elle soit due à un cas de force majeure, à une maintenance, à une mise à jour, à une modification du Site, à une intervention de l'hébergeur, à une grève interne ou externe, à une panne de réseau, à une coupure

de courant, ou encore à une mauvaise configuration ou utilisation de l'ordinateur de l'Utilisateur.

- Le Client s'engage à suivre les recommandations et indications fournies dans les notices des produits commandés et reconnaît que toute responsabilité ou garantie de MEUBLE PRIVE sera exclue en cas de dommage résultant du non-respect de ces notices. Les dommages causés par les produits ne peuvent engager la responsabilité de MEUBLE PRIVE.
- La responsabilité de MEUBLE PRIVE est exclue en cas de non-conformité des produits à la législation du pays de livraison hors France, de mauvaise utilisation des produits contrairement aux usages, aux règles de prudence, aux recommandations d'utilisation et aux notices fournies, de négligence ou de défaut d'entretien de la part du Client, ainsi qu'en cas de faute ou de circonstances imputables exclusivement au Client ou à un tiers.
- Dans l'hypothèse où la responsabilité de MEUBLE PRIVE serait retenue, la réparation ne couvrirait que les dommages directs, personnels, certains et prévisibles, à l'exclusion de tout dommage ou préjudice indirect, notamment les pertes d'exploitation.
- La responsabilité de MEUBLE PRIVE sera en tout état de cause limitée au montant de la commande et ne pourra être mise en cause pour des erreurs ou omissions qui auraient pu subsister malgré toutes les précautions prises dans la présentation des produits.
- MEUBLE PRIVE ne pourra être tenue responsable du retard ou de la non-exécution de ses obligations, résultant de la survenance d'un événement de force majeure, tel que défini par l'article 1218 du Code civil et la jurisprudence constante. En cas de force majeure prolongée au-delà d'un mois, MEUBLE PRIVE pourra ne pas honorer la commande, sous réserve de rembourser le Client des sommes versées.

## **XVI. MODIFICATION ET ANNULATION DE COMMANDES**

La commande est irrévocable pour le Client dès sa validation, sous réserve des droits accordés par l'article 10 sur le droit de rétractation et les retours.

Une fois la commande validée, le Client ne peut ni modifier ni annuler celle-ci. Toutefois, pour les commandes nécessitant une fabrication spécifique, le Client peut annuler totalement sa commande dans un délai de huit (8) jours ouvrables suivant sa validation. L'annulation ne peut être acceptée que si aucune marchandise n'a encore été expédiée par MEUBLE PRIVE. L'annulation ne peut concerner qu'une commande dans son intégralité, aucune annulation partielle

n'étant admise. L'annulation doit être effectuée via le formulaire de contact dans l'espace client.

Le remboursement de la commande sera effectué dans un délai de quatorze (14) jours maximums à compter de la réception de la demande d'annulation.

## **XVII. POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES**

Dans le cadre de l'exécution de ses obligations contractuelles et pour assurer l'exécution de ses missions ainsi que le suivi de la relation commerciale, MEUBLE PRIVE est amenée à collecter un certain nombre de données personnelles concernant le Client. Ces données sont indispensables pour la bonne exécution de la vente conclue avec le Client ainsi que pour l'ensemble des prestations associées effectuées pour le compte du Client.

MEUBLE PRIVE agit en qualité de Responsable de traitement et est donc responsable du respect des obligations découlant du Règlement européen n°2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD), en matière de collecte et de traitement des données à caractère personnel.

La protection des données personnelles est essentielle pour MEUBLE PRIVE car elle reflète la qualité des relations établies avec vous. Un Délégué à la Protection des Données (DPO) a été désigné par MEUBLE PRIVE, qui met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires à la sécurisation des données traitées pour ses clients.

Pour toute information complémentaire ou toute demande relative aux traitements de données effectués pour le compte des clients, vous pouvez contacter notre Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse suivante : [contact@meubleprive.fr](mailto:contact@meubleprive.fr)

## **XVIII. ACCEPTATION DU CLIENT**

Le fait pour une personne physique de commander sur le site implique son adhésion et son acceptation complète des présentes Conditions Générales de Vente, ainsi que son obligation de payer les produits commandés, ce que le Client reconnaît expressément, renonçant ainsi à se prévaloir de tout document contradictoire qui serait inopposable à MEUBLE PRIVE.

## **XIX. FORCE MAJEURE**

Les Parties ne pourront être tenus pour responsable de leur retard ou de leur défaillance dans l'exécution de leurs obligations contractuelles si ce retard ou cette défaillance sont dus à la survenance d'un événement échappant à leur contrôle ou d'un cas de force majeure, qui ne pouvait pas être raisonnablement prévu lors de la passation de commande et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées.

En cas de survenance d'un tel cas de force majeure, l'exécution des présentes CGV sera suspendue jusqu'à disparition, extinction ou cessation du cas de force majeure. Toutefois, si le cas de force majeure perdure au-delà d'un délai de trente (30) jours, les Parties doivent se rapprocher afin de discuter d'une éventuelle modification de la commande.

Les échéances prévues par les présentes CGV seront automatiquement reportées en fonction de la durée du cas de force majeure.

## **XX. MÉDIATION**

Conformément aux articles L.611-1 et suivants du Code de la consommation, tout Client a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation pour tenter de résoudre à l'amiable le litige qui l'oppose à un professionnel.

À cette fin, les Clients ayant effectué un achat sur le Site peuvent faire appel à CMC2C, soit par voie électronique : <https://www.cm2c.net>, soit par voie postale : CM2C - Centre de la médiation de la consommation de conciliateurs de justice - 49 Rue de Ponthieu, 75008 - Paris, après avoir entrepris une démarche préalable écrite auprès de MEUBLE PRIVE. Le médiateur peut être saisi de tout litige de consommation dont la résolution n'aurait pas abouti.

## **XXI. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION**

Les présentes conditions générales sont régies par le droit français.

Elles peuvent être modifiées à tout moment par MEUBLE PRIVE.

MEUBLE PRIVE ne garantit pas la conformité des conditions générales à la législation locale applicable lorsqu'un Utilisateur accède au site depuis un autre pays.

Les Conditions Générales de Vente applicables sont celles en vigueur au jour de la commande ou de la connexion de l'Utilisateur sur le Site. MEUBLE PRIVE s'engage à conserver toutes ses anciennes conditions générales et à les fournir à tout Utilisateur ou Client qui en ferait la demande.

En cas de litige, la compétence exclusive est attribuée aux juridictions françaises compétentes, conformément aux règles de droit commun.

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait naître de l'interprétation ou de l'exécution des présentes. A ce titre, la partie qui souhaite mettre en jeu la procédure amiable de conciliation devra notifier à l'autre partie, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, son intention de mettre en jeu ladite procédure en précisant les difficultés d'application rencontrées ou les manquements constatés.

La présente procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les Parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Si les parties ne parviennent pas à trouver un accord amiable sous un délai de trente (30) jours calendaires suivant la première notification, chacune d'entre elles recouvrera sa pleine liberté d'action.

A défaut de parvenir à une résolution amiable malgré les diligences entreprises, tout litige relatif à l'exécution, à l'interprétation, à la validité et à la résolution des Conditions sera soumis aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

## XXII. CLAUSES DIVERSES

Divisibilité : Si une ou plusieurs stipulations des présentes CGV sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi ou d'un règlement ou à la suite d'une décision de justice ayant autorisé de la chose jugée, cela ne remet pas en cause les autres clauses des CGV.

Non-renonciation : Le fait qu'une Partie ne se soit pas prévalu d'un manquement par l'autre partie à l'une des obligations visées dans les présentes C.G.V ne sera pas interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

Nullité partielle : En cas de contradiction entre une stipulation des CGV et tout texte législatif, loi, ordonnance, réglementation, ordonnance judiciaire ou convention collective, présent ou futur, ces derniers prévaudront, sous réserve que la stipulation des présentes ainsi affectée ne soit limitée que dans la mesure nécessaire et qu'aucune autre stipulation ne soit affectée.

Langue des CGV : Les présentes Conditions générales et les opérations qui en découlent sont régies par le droit français. Elles sont rédigées en langue française. Dans le cas où elles seraient traduites en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

## XXIII. ANNEXES

### MODÈLE DE FORMULAIRE DE RÉTRACTATION

(Veuillez compléter et renvoyer le présent formulaire uniquement si vous souhaitez vous rétracter du contrat.)

Nom, prénom :

Adresse :

Téléphone :  
Email :

**MEUBLEPRIVE**  
Adresse : 1 Rue Bernard Palissy  
54500 -Vandoeuvre les Nancy

**OBJET : RÉTRACTATION À LA SUITE D'UN ACHAT**  
**N° DE FACTURE : .....**

Madame, Monsieur,

En date du ....., j'ai fait l'acquisition de ..... qui m'a été livré le .....

Conformément à l'article L. 221-18 du Code de la consommation, je souhaite annuler cette commande portant le numéro .....

Étant donné que j'exerce mon droit de rétractation dans le délai légal de 14 jours, je vous remercie de bien vouloir me rembourser cette somme (retours au frais du clients). Vous trouverez ci-joint la copie de la facture ainsi que l'article que je vous retourne à mes frais.

Dans l'attente, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Fait à .....

Le :

Signature :

## **EXTRAITS DU CODE CIVIL ET DU CODE DE LA CONSOMMATION**

### **Extraits du Code de la consommation**

▯ Article L217-3

Le vendeur délivre un bien conforme au contrat ainsi qu'aux critères énoncés à l'article L. 217-5.

Il répond des défauts de conformité existant au moment de la délivrance du bien au sens de l'article L. 216-1, qui apparaissent dans un délai de deux ans à compter de celle-ci.

Dans le cas d'un contrat de vente d'un bien comportant des éléments numériques :

- 1- Lorsque le contrat prévoit la fourniture continue d'un contenu numérique ou d'un service numérique pendant une durée inférieure ou égale à deux ans, ou lorsque le contrat ne détermine pas la durée de fourniture, le vendeur répond des défauts de conformité de ce contenu numérique ou de ce service numérique qui apparaissent dans un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien ;
- 2- Lorsque le contrat prévoit la fourniture continue d'un contenu numérique ou d'un service numérique pendant une durée supérieure à deux ans, le vendeur répond des défauts de conformité de ce contenu numérique ou de ce service numérique qui apparaissent au cours de la période durant laquelle celui-ci est fourni en vertu du contrat. Pour de tels biens, le délai applicable ne prive pas le consommateur de son droit aux mises à jour conformément aux dispositions de l'article L. 217-19.

Le vendeur répond également, durant les mêmes délais, des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage, ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité, ou encore lorsque l'installation incorrecte, effectuée par le consommateur comme prévu au contrat, est due à des lacunes ou erreurs dans les instructions d'installation fournies par le vendeur.

Ce délai de garantie s'applique sans préjudice des articles 2224 et suivants du code civil. Le point de départ de la prescription de l'action du consommateur est le jour de la connaissance par ce dernier du défaut de conformité.

#### *□ Article L217-5*

I.-En plus des critères de conformité au contrat, le bien est conforme s'il répond aux critères suivants :

1. Il est propre à l'usage habituellement attendu d'un bien de même type, compte tenu, s'il y a lieu, de toute disposition du droit de l'Union européenne et du droit national ainsi que de toutes les normes techniques ou, en l'absence de telles normes techniques, des codes de conduite spécifiques applicables au secteur concerné ;
2. Le cas échéant, il possède les qualités que le vendeur a présentées au consommateur sous forme d'échantillon ou de modèle, avant la conclusion du contrat ;
3. Le cas échéant, les éléments numériques qu'il comporte sont fournis selon la version la plus récente qui est disponible au moment de la conclusion du contrat, sauf si les parties en conviennent autrement ;
4. Le cas échéant, il est délivré avec tous les accessoires, y compris l'emballage, et les instructions d'installation que le consommateur peut légitimement attendre ;
5. Le cas échéant, il est fourni avec les mises à jour que le consommateur peut légitimement attendre, conformément aux dispositions de l'article L. 217-19 ;

6. Il correspond à la quantité, à la qualité et aux autres caractéristiques, y compris en termes de durabilité, de fonctionnalité, de compatibilité et de sécurité, que le consommateur peut légitimement attendre pour des biens de même type, eu égard à la nature du bien ainsi qu'aux déclarations publiques faites par le vendeur, par toute personne en amont dans la chaîne de transactions, ou par une personne agissant pour leur compte, y compris dans la publicité ou sur l'étiquetage.

II.-Toutefois, le vendeur n'est pas tenu par toutes déclarations publiques mentionnées à l'alinéa qui précède s'il démontre :

1. Qu'il ne les connût pas et n'était légitimement pas en mesure de les connaître ;
2. Qu'au moment de la conclusion du contrat, les déclarations publiques avaient été rectifiées dans des conditions comparables aux déclarations initiales ; ou
3. Que les déclarations publiques n'ont pas pu avoir d'influence sur la décision d'achat.

III.-Le consommateur ne peut contester la conformité en invoquant un défaut concernant une ou plusieurs caractéristiques particulières du bien, dont il a été spécifiquement informé qu'elles s'écartaient des critères de conformité énoncés au présent article, écart auquel il a expressément et séparément consenti lors de la conclusion du contrat.

#### *▫ Article L 218-1*

Par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au contrat entre un professionnel et un consommateur ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

#### *▫ Article L218-2*

L'action des professionnels, pour les biens ou les services qu'ils fournissent aux consommateurs, se prescrit par deux ans A

#### *▫ Article L217-9*

Le consommateur est en droit d'exiger la mise en conformité du bien aux critères énoncés dans la sous-section 1 de la présente section. Le consommateur sollicite auprès du vendeur la mise en conformité du bien, en choisissant entre la réparation et le remplacement. A cette fin, le consommateur met le bien à la disposition du vendeur.

#### *▫ Article L217-13*

Tout bien réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité bénéficie d'une extension de cette garantie de six mois. Dès lors que le consommateur fait le choix

de la réparation mais que celle-ci n'est pas mise en œuvre par le vendeur, la mise en conformité par le remplacement du bien fait courir, au bénéfice du consommateur, un nouveau délai de garantie légale de conformité attaché au bien remplacé. Cette disposition s'applique à compter du jour où le bien de remplacement est délivré au consommateur.

▫ *Article L217-11*

La mise en conformité du bien a lieu sans aucun frais pour le consommateur. Le consommateur n'est pas tenu de payer pour l'utilisation normale qu'il a faite du bien remplacé pendant la période antérieure à son remplacement.

## Extraits du code civil

▫ *Article 1641*

Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

▫ *Article 1642*

Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

▫ *Article 1643*

Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

▫ *Article 1644*

Dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix.

▫ *Article 1645*

Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur.

▫ *Article 1646*

Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne serait tenu qu'à la restitution du prix, et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

▫ *Article 1647*

Si la chose qui avait des vices a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur qui sera tenu envers l'acheteur à la restitution du prix et aux autres dédommagements expliqués dans les deux articles précédents. Mais la perte arrivée par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

▫ *Article 1648*

L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice.